

# VENTS CROISÉS

D'AUTRES REGARDS SUR NOTRE TEMPS

Numéro 26 - Hiver 2013



## **Non-violence, désobéissance civile et démocratie**

- Printemps québécois
- Lutttes sociales et non-violence
- Éloge de la dissidence
- La loi spéciale et les injonctions
- La démocratie dans tout cela

# VENTS CROISÉS

## NOTRE MISSION

Faire se rencontrer les richesses de diverses cultures et promouvoir le développement de l'humain; mettre de l'avant les valeurs de solidarité et de responsabilité socio-politique.

*Vents croisés*, toujours à l'écoute des Sans-voix.

## RÉDACTION

Éditorialiste : Jean Rousseau

Secrétaire de rédaction : Pierre Bogaerts

Comité de rédaction: Marguerite Bilodeau, Pierre Bogaerts, Thierry Le Brun, Xavier Kallibbala, Shimbi K. Katchelewa, David Millar, Jean Rousseau, Mauricio Ruano, Younès Tahiri, Anne-Sidonie Zoa et Jean-Luc Rochon.

Collaboration spéciale : Laurence Guénette

Rédacteur en chef : Shimbi K. Katchelewa

## MAQUETTE ET MISE EN PAGES

Alexandre Vidal

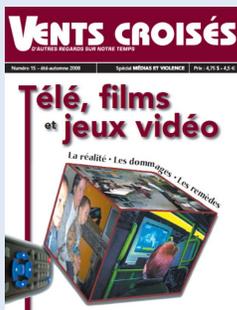
## ÉDITION

Vents croisés  
1945, rue Mullins, local 160  
Montréal (Québec) H3K1N9  
438 990-6487  
info@ventscroises.org  
www.ventscroises.org

## ENREGISTREMENT

ISSN 1705-7825  
Dépôt Légal 2003  
Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada

Numéros spéciaux  
encore disponibles



# Sommaire

## Éditorial

Après l'hiver ? 3

Et la démocratie dans tout cela ? 4  
*Jean Rousseau*

## Cahier de la non-violence

*Laurence Guénette*

Grève générale illimitée 8

Non-violence et impératifs  
de désobéissance civile 10

Quête de justice et éloge de la dissidence 13

L'opinion publique dans la lutte 17

Loi spéciale et injonctions :  
La montée de l'indignation et la désobéissance 19

## Dynamique récentes de luttes non-violentes

Résistance anticapitaliste et altermondialiste :  
l'Opération SaAMI 22

Luttes autochtones :  
Défendre le Nitassinan par la désobéissance 24

Formation et préparation à l'action  
non-violente : un principe et une pratique 25

## Controverse

Le mouvement syndical étudiant :  
La longue tradition de lutte pacifique 27  
*Normand Beaudet*

Réaction de Marcel Sévigny 28

Réflexions sur la non-violence,  
la diversité des tactiques et la « casse » 30  
*Laurence Guénette*

## Après l'hiver ?



Dans les pays tropicaux où il n'y a pratiquement pas d'hiver, la notion de printemps n'a pas la même signification que sous nos climats plus nordiques. En quelque sorte, on constate qu'ici, c'est l'hiver qui crée le printemps. Il est donc difficile de parler de printemps, qu'il soit arabe ou québécois, sans évoquer le contexte d'hiver duquel il surgit.

Le "Printemps Érable" se situe dans un contexte de néolibéralisme triomphant où les institutions financières ont pris en otage les gouvernements et leur dictent les politiques qu'ils doivent suivre ; ceci pour maintenir en vie une idéologie qui profite à un petit nombre tout en menant le monde à sa perte.

Depuis vingt ans, les systèmes d'enseignement des divers pays font face à l'assaut direct ou sournois des tenants de la privatisation. Attaquer le principe de la gratuité de l'enseignement, c'est contribuer à reconstituer les classes sociales basées sur le niveau de richesse des citoyens et citoyennes. C'est attaquer de plein fouet les gains qu'avait enregistrés la démocratie suite à l'accès de tous et toutes à l'enseignement supérieur.

Le Printemps Érable est un mouvement de bon sens populaire, comparable à celui des "IndignéEs" d'*Occupy Wall Street*, tout en étant plus structuré. De façon opportune, il questionne nos modes de pensée et surtout nos habitudes de ne pas penser.

Face à un appel à la désobéissance civile, quelle est notre réaction spontanée? Sommes-nous esclaves du concept anglo-saxon de *Law and Order*? Est-ce par paresse que nous accordons toute notre confiance à la démocratie parlementaire plutôt que de faire face aux exigences de la démocratie directe? Et avons-nous déjà oublié qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les condamnés à mort du procès de Nuremberg avaient aveuglément obéi aux ordres d'un leader démocratiquement élu?

Les puissances de l'argent complotent en cachette. La vigilance populaire avait réussi, il y a quelques années à éventer le complot de l'Accord Mondial sur l'Investissement (AMI), alors que les gouvernements des divers pays de l'OCDE s'apprêtaient à l'approuver sans même l'avoir étudié sérieusement. Ne nous étonnons pas de l'absence totale de transparence pour les discussions sur un accord de libre-échange entre le Canada et l'Union Européenne. Des clauses comme l'article 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) sont inacceptables pour le bon sens populaire!

Qu'il serait agréable de pouvoir faire confiance à nos soi-disant leaders. Quand ils n'ont pas d'intérêts personnels en jeu, ils ont souvent les mains liées par d'autres intérêts plus puissants. Ce numéro de *Vents croisés* questionne nos habitudes, nos instincts grégaires. N'oublions pas que c'est aussi au printemps que l'on tond les moutons! Mais dans la situation actuelle, l'hiver n'est pas fini. C'est notre vigilance à tous et à toutes qui permettra à un vrai printemps d'apparaître. Sinon, nous continuerons à nous enfoncer dans la noirceur pendant que l'on nous divertit avec des décorations incitatives à la consommation. Merci au Centre de Ressources sur la Non-violence (CRNV) pour sa participation si importante à cette nouvelle page de notre magazine.

# Et la démocratie dans tout cela ?

par Jean Rousseau

Le "Printemps Érable" a remis à l'ordre du jour la question de la démocratie et de ses diverses caricatures à travers le monde. *Vents croisés* avait déjà consacré son numéro 5, à l'automne 2004, à cet idéal, vieux de près de vingt-cinq siècles mais jamais atteint par ceux qui s'en réclament. Bien des gens mariés ou vivant en couple vous diront qu'il est loin d'être évident de gérer démocratiquement un groupe de deux personnes ; à plus forte raison si ce groupe comprend des millions d'individus.

Pourtant, en règle générale, les quelques milliards de cellules d'un corps humain parviennent à vivre en bonne harmonie et à coopérer pour le bien de toutes et pour leur ensemble. Nul doute que, plus que les êtres humains, elles connaissent et respectent les "Lois de la Vie".

## Lois de la Vie

Dans un livre intitulé *Maka Wicahpi Wicohan*, un groupe Lakota a rassemblé divers enseignements sur ce qu'ils appellent les onze lois "universelles". Ce sont, entre autres : La Loi de la Lumière, du Son et de la Vibration ; La Loi de la Libre Volonté ; la Loi du Mouvement et de l'Équilibre ; la Loi de l'Innocence, de la Vérité et de la Famille ; la Loi du Jugement ; la Loi de la Perception ; la Loi de la Vie ; la Loi de la Nature.

Ce qui est remarquable, c'est que ces onze lois universelles sont accompagnées du même nombre de lois "spirituelles", comme si la Vie ne pouvait être maintenue que si l'on respectait à la fois ses aspects plus matériels et ses côtés plus spirituels. Parmi ces lois spirituelles, on note : la Loi de l'Intuition ; la Loi de la Liberté de l'Être humain ; la Loi de l'Égalité ; la Loi de la Force, de la Santé et du Bonheur ; la Loi de la Protection de la Famille ; la loi de la Croissance de l'Être humain ; la Loi de la Vision du Futur ; la Loi du Choix ; la Loi de la Protection ; la Loi de la Guérison.

On notera que si le Jugement fait partie des lois universelles, le Choix, lui, est spirituel comme d'ailleurs la Croissance de l'Être humain qui, sans

doute, inclut l'éducation. La croissance économique ne figure pas dans les listes des lois universelles ou spirituelles, mais Force, Santé et Bonheur sont parmi ces dernières, comme d'ailleurs la Protection qui doit être d'une autre nature que des lois spéciales et des mesures policières!

## Consensus

Vingt-deux Lois de la Vie, qui parlent de valeurs et non pas de pouvoir, c'est sans doute trop pour qu'il puisse y avoir unanimité sur tous les points. Mais consensus ne veut pas dire unanimité complète des opinions : cela signifie que l'on se soucie de la vision des minorités et que la notion de bien commun du peuple n'est pas un anachronisme comme dans un monde de l'individualisme où chacun tire la couverture de son côté.

Pendant trois jours, j'ai vu évoluer deux chefs Lakota au sein d'un groupe de deux cents personnes environ, dont plus de la moitié provenait du même groupe ethnique qu'eux. Ils étaient au service du groupe, même au niveau des détails matériels tels que de régler les immanquables caprices de l'équipement électronique. C'était une bonne illustration du fait que dans beaucoup de communautés autochtones, la structure hiérarchique est de type circulaire et non pas pyramidale comme dans les sociétés occidentales. Dans le cercle, nous sommes tous en face des autres, personne n'est au-dessus ou en avant, personne n'est en arrière. L'un des chefs ne prenait jamais la parole face à un groupe sans la présence de son épouse à ses côtés et, même si elle ne parlait pas, on sentait qu'elle ne jouait pas un simple rôle figuratif.

On m'objectera qu'on anime pas une communauté de quelques milliers de personnes comme un groupe humain de plusieurs millions ; et je serai d'accord avec cette remarque tout en pensant à l'exemple de la ville de Porto Alegre, au Brésil, où l'on a su inventer des mécanismes pour rendre possible la démocratie participative, prouvant ainsi la justesse du dicton bien connu : *Là où il y a une volonté, il y a un chemin!*



### Information

La démocratie véritable nécessite que les citoyens et les citoyennes soient informés des questions qui les concernent personnellement et de celles qui ont rapport au bien commun. Dès qu'on dépasse les groupes restreints, le bouche à oreille ne suffit plus. D'où l'intérêt pour les puissants de contrôler les médias d'information et d'utiliser la désinformation. Les régimes à tendance dictatoriale ne s'en privent pas, mais les gouvernements démocratiques exercent aussi un contrôle sur les médias publics, et les ploutocrates investissent dans les chaînes privées pour façonner, en faveur des politiques qui les avantagent, la vision du monde de leurs concitoyens et concitoyennes.

Cela rejoint la question de l'éducation sous-jacente à la contestation du Printemps Érablé. Cherche-t-on à former des hommes et des femmes capables de discernement, de déceler les fausses vérités, qu'elles soient politiques ou à prétention scientifique ou des agneaux bêlants qui gobent aveuglément le premier mensonge qu'on leur sert sous couvert de vérité? La désinformation est devenue un sujet d'étude universitaire : comment mentir en conservant l'aspect du vrai et surtout en ne risquant pas d'ennuis avec le pouvoir judiciaire?

Écarter de l'éducation, en la rendant trop onéreuse, est un autre moyen d'essayer de s'assurer que les décideurs de demain portent dans leurs gènes mêmes les intérêts d'une classe qui ne reconnaît pas les intérêts de tous et de toutes. Derrière le Printemps Érablé, il y a bien un enjeu de société !

### Objections à une démocratie véritable

Il ne manquera pas de gens pour argumenter que la démocratie véritable est un bel idéal, mais totalement irréalisable compte tenu de la complexité de nos sociétés modernes à l'heure de la globalisation planétaire.

#### -Experts

Ayons donc recours aux experts. Ce sont eux qui savent. Et en outre, s'ils se trompent, on pourra rejeter sur eux la responsabilité de l'erreur. D'accord pour les consulter, mais avec un fort esprit critique et en conservant une vision d'ensemble qui fait parfois défaut aux spécialistes, obnubilés par leur discipline.

Souvenons-nous aussi que la plupart des prétendus experts ne sont pas indépendants. Ils peuvent être rattachés, à plein temps ou à temps partiel, à un groupe qui a ses propres intérêts dont ils ont à tenir compte. Ils peuvent faire partie du personnel d'une université et être tenus de ne pas déplaire aux bailleurs de fonds de cette organisation (encore l'éducation !). Ils peuvent avoir été formés dans leur propre discipline selon une école de pensée qui a pignon sur rue mais qui ne mérite nullement l'étiquette de scientifique ; sauf si l'on considère comme une science un système économique conçu pour dépouiller les pays pauvres, et les pauvres des pays riches, de leurs pouvoirs en faveur des multinationales et autres détenteurs de la richesse mondiale. Donc, oui aux experts, mais en donnant autant de poids au bon sens populaire.

#### -Lenteurs

Consulter les experts prend du temps. Consulter le peuple et la société civile également. Beaucoup objecteront que nous sommes dans un monde où tout va tellement vite qu'il faut se mettre à l'unisson de ce rythme fou si l'on ne veut pas être dépassé par les événements. Personnellement, je pense que la sagesse du Maréchal Foch est encore de mise, lui qui, aux moments critiques de la Première Guerre mondiale disait à son état-major : "Messieurs, allons doucement, nous sommes presses !"

Combien de décisions, prises à la hâte à cause d'une prétendue urgence se révèlent ►

finalement être une perte importante de temps et d'argent. C'est vrai qu'atteindre un consensus prend du temps. Mais c'est du temps utilement et bien dépensé.

Dans son livre, *The Shock Doctrine*, Naomi Klein présente une étude minutieuse et remarquablement documentée qui montre entre autres choses que le fait de créer une situation d'urgence est une excellente technique pour promouvoir des politiques qui n'auraient aucune chance d'être adoptées de façon démocratique. Très évident dans les cas qu'elle a étudiés est aussi le fait que ces politiques sont très profitables à ceux qui ont réussi à déclencher la crise ou qui ont su profiter de l'urgence créée.

Une société civile forte et bien organisée est un contrepoids efficace aux dérives des experts et aux lenteurs liées à une écoute démocratique. Nous y reviendrons en concluant ces remarques.

### Moyens de se faire entendre

C'est Albert Einstein qui a dit, au milieu du siècle dernier: *"Il est indispensable que l'humanité formule une autre façon de penser si elle veut survivre"*. Le dossier préparé par le CRNV, dont ce numéro de *Vents croisés* publie la majeure partie, se veut sans doute une tentative pour provoquer un réflexe de survie, tardif certes, mais d'autant plus nécessaire.

Il ne nous était pas possible de publier la totalité du dossier. Ainsi la réflexion sur les moyens de contestation, et d'autres pages pour faire la démocratie autrement, ont dû être sacrifiées. Heureusement, celles-ci demeurent disponibles sur le site internet de notre revue et sur celui du CRNV. Nos lecteurs et lectrices sont fortement invités à s'y reporter s'ils en ont les moyens.

L'auteure du dossier a vécu le conflit en tant qu'étudiante et militante. Au cœur du mouvement, elle a été amenée à vivre les interrogations qu'il posait tant par rapport à la nature des tactiques de résistance que du point de vue de leur efficacité ou de leur justification morale. Elle a subi les épreuves de la marginalisation, de la répression, de l'intransigeance des politiques gouvernementales et la maltraitance d'une partie de l'opinion publique.

Que penser de la "casse" dans une perspective non-violente? Qui est violent? Par exemple quand on est témoin du réflexe de survie d'un paisible citoyen, dont le vrai crime est d'être un artiste et non un buveur de bière distrait, on se demande où est la violence. Chez le "matricule 728" de la police, qui étrangle très efficacement, ou dans le geste d'auto-défense de celui qui ne peut plus respirer?

Il existe des violences étatiques ou institutionnelles, économiques ou financières, très souvent considérées comme légales car les lois sont établies par les riches pour les riches. Ces violences acceptées doivent être questionnées comme le suggère Einstein. Car le jour où les Indignés deviennent les Étranglés, leurs réflexes de survie peuvent provoquer la fin d'un monde.

Le dossier complet du CRNV n'oublie pas non plus de signaler le rôle de l'humour, et de l'art, dans la contestation du désordre établi. Cela n'est pas sans rappeler la "Fête des Fous" au Moyen-Âge qui ridiculisait les puissants du monde d'alors, ou le rôle des "Bouffons" de certaines cultures amérindiennes, ces glorieux bouffons qui sont capables de nous forcer à penser autrement.

### Société civile

Que l'on regarde au Nord ou au Sud, vers l'Est ou vers l'Ouest de notre planète, la société civile semble être le meilleur antidote aux dérives de la démocratie représentative. Si nous voulons survivre, il convient d'encourager son développement, de lutter pour que les élus, puisqu'il y en a, soient tenus de lui reconnaître son rôle vital, plus important que les évaluations des agences de notation de Wall Street qui n'ont rien, mais vraiment rien, de démocratique.

La démocratie est un choix, le choix du peuple. Choisir, et agir en conséquence, est ce qui nous est demandé aujourd'hui. ■



# Cahier de la non-violence

Rédaction par Laurence Guénette

## Printemps québécois

Non-violence et  
désobéissance civile



MOBILISATION GÉNÉRALE  
CONTRE LES POLITIQUES LIBÉRALES

# Grève générale illimitée

Québec 2012

Ce n'est pas nouveau : les étudiantes et étudiants, ici comme ailleurs, sont un « groupe » de la société souvent porteur d'idéaux progressistes, dont la rage et l'intolérance face à l'injustice sont encore vive. Partout où la société civile s'active dans un mouvement de résistance ou dans un grand projet de changement, les étudiant-E-s sont de la lutte. À des degrés différents, dans des régimes dictatoriaux ou démocratiques, cette jeunesse de plus en plus libre, dont la révolte ne s'est pas fanée, est surveillée, profilée, réprimée ou ridiculisée, car trop menaçante. Le Québec ne fait pas exception. Des grèves étudiantes d'envergure ont marqué le paysage politique dès 1968, puis à sept reprises jusqu'en 2005.

En février 2010, une hausse des droits de scolarité fut annoncée par le gouvernement libéral de Jean Charest ; l'augmentation de 1625 \$ sur cinq ans, et débutant en 2012, représentait une hausse de 75% des frais universitaires. Les étudiant-E-s entreprirent de nombreux moyens de pression

(allant des pétitions aux actions directes) avant d'en arriver à une mobilisation et à une grève générale illimitée pour défendre l'accessibilité de l'enseignement supérieur contre un gouvernement porté à multiplier des mesures anti-sociales. Les premières associations étudiantes sont entrées en grève dès février 2012, et rapidement le mouvement a pris de l'ampleur, mobilisant, en mars, plus de 300 000 grévistes membres de la Coalition large de l'Asso-

ciation pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Table de concertation étudiante du Québec (TACEQ).

Le ton fut rapidement donné : le gouvernement Charest refusant catégoriquement d'ouvrir le débat sur les droits de scolarité, négociait de très mauvaise foi avec la partie étudiante. Il tint sans relâche un discours d'utilisateur-payeur, demandant aux étudiant-E-s de faire leur « juste part », tentant par

là de les présenter à l'opinion publique comme égoïstes et violents.

La répression policière fut brutale et démesurée dès le début (comme aux événements de novembre 2011 ou ceux de Loto-Québec le 7 mars 2012) et fit monter d'un cran l'indignation des militant-E-s et des sympathisant-E-s. Suivront la vague des injonctions empêchant les levées de cours dans certains campus, la



criminalisation de milliers de grévistes, les événements en lien avec le Plan Nord à Montréal ou le Congrès du Parti Libéral à Victoriaville, la fin de semaine du Grand Prix de formule 1, et bien entendu la Loi spéciale, suivie d'une vague de désobéissance civile et par le mouvement des casse-roles à travers la province et même le reste du Canada...

Avec l'expérience des grèves étudiantes des décennies écoulées, différents protagonistes croyaient

pouvoir circonscrire des scénarios d'évolution probable de la lutte, tant au niveau de l'opinion publique qu'au niveau du rapport de force entre grévistes et le gouvernement au pouvoir.

La grève générale illimitée qui a débuté en février 2012 a dérogé à tous les scénarios envisagés par les étudiant-E-s. C'est autant l'intransigeance obstinée et méprisante du gouvernement que la mobilisation sociale massive qui ont fait de la grève 2012 une conjoncture politique et sociale particulière, sensible et vive, qualifiée de Printemps québécois par plusieurs. Printemps en effet, puisque fleurissent à profusion gestes solidaires, actions créatives, initiatives rassembleuses, images puissantes et des moments forts. Cette effusion d'expressivité est d'ores et déjà un legs précieux pour le Québec.

À l'été 2012, les étudiant-E-s étaient donc en grève depuis 6 mois, la plus longue de l'histoire des grèves étudiantes au Québec. L'enjeu était majeur ; une victoire ou un échec de cette lutte, créerait un précédent dans l'esprit des citoyens du Québec, à l'aube d'une époque d'effritement du bien commun et des services publics. Peut-être le mépris et l'intransigeance d'un gouvernement affublé de multiples manoeuvres partisans et scandales aurait-il contribué à l'intensification et à l'élargissement de la lutte. Depuis février, les médias de masse nous ont parlé d'« impasse » du conflit, alors qu'en fait, des portes se sont ouvertes pour cette société, dépassant largement les attentes initiales de la mobilisation contre la hausse de 1 625 \$. Le conflit a mis en lumière un débat de société qui est trop longtemps resté cantonné aux milieux « alternatives », sur la façon dont nous devrions gérer notre société, poussant la réflexion bien au-delà des discours dominants. Ces discours nous ont rabâché une approche électoraliste très limitative du rôle du citoyen, ainsi qu'une vision selon laquelle la mondialisation nous oblige à certains

« choix » rationnels si nous voulons attirer les investisseurs, être rentables et compétitifs. Le Printemps québécois a contribué à briser ce monopole rhétorique, en même temps que les populations du monde se soulèvent contre l'« évidence » du choix capitaliste que proposent les États pris dans un vent de droite qui donne froid dans le dos.

**Les étudiantEs ont fait plus que leur juste part dans le débat, réfutant un par un tous les arguments néolibéraux qui nous obligent à couper dans l'éducation et autres services publics.** Ils ont suggéré des options raisonnables, ont pointé du doigt l'argent investi de façon improductive, la corruption là où elle est présente, les voleurs et exploités véritables, les subventions scandaleuses à des entreprises privées qui ne rapporteront presque rien à l'État. Ils ont produit avec des organisations sympathisantes, l'IRIS notamment, des études sérieuses, dans un langage que les économistes ne pourraient pas ne pas comprendre. Mais le mépris et la rigidité du gouvernement ont propulsé encore plus loin les militants, y compris au dépassement de leurs peurs et de leur indifférence silencieuse. Les portes se sont ouvertes sur un mouvement social certes désorganisé, décentralisé, diversifié et évoluant à tâtons, mais cherchant, bien à propos, de ses multiples mains, des leviers puissants pour changer son « monde » et avoir un projet de justice porteur d'espoir. On peut conclure aujourd'hui au succès d'une mobilisation profonde et dynamique qui aura marqué une génération d'étudiant-E-s. ■



# Non-violence et impératifs de désobéissance civile

## Sur la non-violence

On pourrait parler longuement de la valorisation de la violence dans notre société. De façon subtile, sournoise ou explicitement éhontée, différentes institutions ou constructions sociales nous encouragent, dès le jeune âge, à être séduits par des spectacles de violence, à associer celle-ci à la force, à la virilité et au pouvoir. La fascination pour la violence est une suggestion oppressive, qui laisse tomber trop facilement la recherche d'une émancipation véritable des êtres humains.

**« Finalement, c'est la violence qui est une utopie : elle existe partout, mais jamais elle n'atteint la fin qui prétend la justifier »**

-Gene Sharp (théoricien de la nonviolence).

La non-violence est une prise de position ferme et critique contre cette violence systémique, qu'elle soit physique ou économique. Elle mérite notre attention dans toute lutte d'émancipation pour deux raisons fondamentales : la non-violence combat la violence des oppressions jugées intolérables. Elle nous suggère certains moyens d'actions et modes d'organisation en cohérence avec ce combat.

Le fondement de la non-violence n'est pas le rêve naïf d'un monde sans violence, encore moins la résignation à subir sans broncher la violence perpétrée contre nous parce que nous refusons de répondre par la violence à la violence. La non-violence, plutôt qu'une réponse simple, est un questionnement cohérent et radical qui permet de rechercher la meilleure riposte aux oppressions. Elle se transpose dans des actions qui cherchent à atteindre les racines des violences et des oppressions, plutôt que de réagir par une contre-violence parfois hautement superficielle.

Il est juste de dire que la non-violence, comme philosophie et comme stratégie de lutte, n'offre aucune garantie particulière de protection contre la violence systémique ni contre celle potentiellement employée par le pouvoir pour contrer les mouvements de résistance. Pourtant, cette approche de la lutte a démontré son potentiel et son efficacité à de très nom-

breuses reprises, au Québec comme ailleurs, dans des contextes et pour des revendications très diverses. « Il est souvent considéré que la lutte non-violente ne peut être efficace que si elle est utilisée contre des institutions démocratiques et humanitaires. Mais cela est faux, dirait Gene Sharp. Il est arrivé que la lutte non-violente soit employée pour combattre des régimes politiques brutaux et dictatoriaux. » ( Cf. Sharp dans *La violence sans force*).

Au moins une bonne nouvelle : si la violence est partout autour de nous, les stratégies et tactiques de lutte non-violentes sont, elles aussi, plus omniprésentes qu'on ne le croit. **Il s'agit de tous les moyens employés pour arriver à une fin en refusant de s'attaquer à l'intégrité physique ou morale de l'adversaire, en d'autres mots, à son humanité.** Du flash-mob à la pétition, du boycott à l'action directe, de la manifestation à la grève générale, en passant par le blocage, l'occupation ou le sabotage matériel non-violent, et bien sûr, par la désobéissance civile, la non-violence suggère une panoplie de moyens. Nous vivons actuellement un moment important dans lequel de tels moyens supportent bien des possibilités !

## La non-violence comme engagement à l'action !

La non-violence n'est pas simplement l'absence de violence, et elle n'est surtout pas *l'absence d'action* face à la violence subie. Elle est la prise de conscience profonde que la « déshumanisation » de tout être humain qui s'opère lorsque la violence lui est faite est absolument intolérable. À partir de cette prémisse, il faut *agir* contre cette violence et non pas rester soumis, indifférent ou passif. S'il importe d'agir, de prendre position contre les violences (physiques, structurelles, évidentes ou subtiles), c'est que l'inaction équivaut à la complicité.

Les techniques non-violentes se basent sur « la croyance

**Répertoire d'action non-violente:**  
[www.tinyurl.com/repertoire-action](http://www.tinyurl.com/repertoire-action)

que l'exercice du pouvoir dépend du consentement des gens », que ce pouvoir soit démocratique, dictatorial ou informel. De la force de travail aux impôts, en passant par les facteurs intangibles comme le conformisme et l'obéissance, chacun et chacune d'entre nous collabore au pouvoir en place en lui fournissant ce dont il a besoin pour s'exercer. Il faut donc agir et refuser de collaborer à l'injustice et à la violence exercée par le pouvoir, autant que cela est possible (Gene Sharp, *Power and Struggle*).

### Non-violence et pacifisme

La non-violence souffre souvent du fait que les gens la confondent avec le pacifisme. Ce n'est pas l'idée de la paix qui donne mauvaise presse au

pacifisme (et à la non-violence pour ceux et celles qui la connaissent mal), mais bien ce que le pacifisme ne suggère pas devant l'injustice et l'oppression. Le pacifisme, lorsqu'il est compris comme

une attitude de passivité, de résignation à l'état de victime est – à juste titre – très peu intéressant pour toute personne militante qui entend lutter contre les injustices et tenter d'améliorer le sort réservé aux êtres humains. Les pacifistes sont soupçonnés par plusieurs de « préférer n'importe quelle paix à n'importe quelle guerre », comme dirait Jean-Marie Muller.

De multiples mouvements pacifistes ont vu le jour dans l'entre-deux-guerres ; plusieurs étaient alors fondés sur 'une émotivité bien compréhensible, réagissant aux horreurs à grande échelle de la Première Guerre mondiale. Or ces mouvements ne proposaient pas de façon de combattre efficacement la guerre et la violence, et cette impuissance a vu monter le nazisme en Europe, jusqu'à ce que

l'horreur incroyable se répète encore une fois, en pire... C'est à cette époque que le pacifisme fut associé à la servilité, à la collaboration et à une morale dangereuse servant les intérêts dominants. Romain Rolland ne mâchait pas ses mots à ce sujet : « le pacifisme geignant est mortel pour la paix. [...] Il ne suffit pas de répéter "paix ! Paix !" . On dirait des troupeaux qui bêlent. Leurs bêlements n'attendrissent pas le boucher! » .

L'erreur d'associer la passivité servile et l'action non-violente est donc très répandue, principalement parce que dans les deux cas, il n'y a pas usage de violence physique. La non-violence ne mérite pas cette mauvaise presse, puisqu'elle implique un

positionnement de résistance *active* et *convaincue* à la violence. De nombreux activistes ont porté le poids des préjugés et des répu gnances d'autres militant-E-s à cause de cette confusion. La féministe radicale et activiste non-violente

Marion Bromley (États-Unis, 1912-1996) parle d'expérience : « Parmi

nous qui avons adhéré aux stratégies de lutte non-violente dans les années 1940, certaines se sont désignées à cette époque comme *pacifistes radicales* (...). La non-violence est loin d'être une attitude passive ou de soumission par rapport à la violence et à l'oppression. C'est plutôt une attitude de résistance à l'oppression, d'engagement à la lutte pour la liberté, pour la nôtre et pour celle des autres. » (Feminism and Nonviolent Revolution, paru dans *Reweaving The Web*).

### Une force accessible à tous et à toutes

Les stratégies de lutte non-violente ont aussi, dans de nombreux cas, l'avantage de porter un espoir concret pour l'ensemble d'une population en résistance à une injustice ou une oppression. ►



En effet, il est de nombreuses situations dans lesquelles le groupe en résistance a peu de chances s'il prend les armes pour combattre le pouvoir violent et répressif qui tente de se maintenir. Avec la force violente, c'est effectivement toujours le plus fort qui l'emporte.

Non seulement les stratégies de lutte non-violente tiennent compte de la dissymétrie entre les « forces brutes » des résistant-E-s et de l'adversaire, mais aussi elles comptent bien contourner ce déséquilibre en fondant la « force » des résistants sur autre chose que les armes et la violence. Ainsi, un très grand pouvoir et une très grande force résident en l'expression, l'action directe, la non-collaboration ou la désobéissance civile en remplacement de la violence comme outil de lutte.

La non-violence offre aussi une possibilité de rendre la lutte véritablement inclusive, ce qui ne manque pas d'affecter positivement le résultat de la lutte en cas de gain. Contrairement à la lutte armée traditionnelle et ses structures hiérarchisées, la lutte non-violente tend à

**« Face aux situations de violence qui aliènent, mutilent et font mourir les hommes, face à l'intolérable, la tolérance est une complicité criminelle. Elle est une démission, une fuite devant ses propres responsabilités. »**

-Jean-Marie Muller

inclure tous ceux et celles qui veulent y participer. La non-violence permet d'inclure tous les membres du

groupe en résistance dans la lutte ( aînéEs, enfants, femmes, minorités, etc.), sur une base égalitaire et respectueuse des limites de chacun-E-s. Elle tend aussi vers l'empowerment des participant-E-s, la prise de conscience de leur pouvoir et le dépassement de leurs peurs. La force de l'approche non-violente est donc de reposer sur le courage et la détermination de toutes et tous, plutôt que sur des leaders et des élites. ■



### « La fatigue et la lutte », quelques mots sur la grève étudiante de 2012

« La grève apparaît comme un moment d'exception qui mérite qu'on se jette corps et âme dans les réunions ou les manifs. Beaucoup d'entre nous craquent de fatigue, d'angoisse, rêvent à des flics, égrènent des passages du code Morin. On se demande parfois si on n'est pas en train de reproduire une certaine tendance à la performance, profondément enchâssée dans nos sociétés postindustrielles. [...] Nos contre-pouvoirs doivent être des lieux d'inclusion, autant au plan de l'identité que de la mobilité physique, de la « capacité ». Est-ce que nos formes de participation politique sont pensées selon ce paradigme ? » (Extraits de *La fatigue et la lutte*, Pascale Brunet et Julien Simard, Voir, 10 mai 2012)

# Désobéissance civile

## Quête de justice et éloge de la dissidence

La notion de désobéissance civile est un moyen de lutte non-violent qui a refait surface et attiré l'attention d'un grand nombre durant le Printemps québécois. S'exprimant par le boycott, des grèves (illégales), les blocages ou l'occupation, la désobéissance civile constitue un levier puissant de revendication précise ou d'opposition à un pouvoir jugé oppresseur ou illégitime, tout en n'en admettant d'aucune façon de s'attaquer à l'humanité de quiconque. La désobéissance civile est une option délibérée de non-collaboration ou, dans certaines circonstances, le choix d'autres moyens d'action susceptibles d'atteindre l'objectif tout en transgressant la loi et en acceptant les conséquences. Que ce soit par une action directe ou encore par une campagne formelle de désobéissance, on contrevient généralement à la loi après que les autres moyens de pression admis par le pouvoir en place aient été jugés inefficaces. Si alors la loi elle-même ne nous garantit plus de protection contre l'injustice ou provoque elle-même une injustice, la désobéissance civile est de mise.



L'ordre – ou le désordre – établi ainsi que le pouvoir s'appuient toujours sur la collaboration et l'obéissance de la population qui y est soumise. Cela est vrai aussi bien sous les régimes démocratiques que sous des gouvernements

autoritaires ! En revanche, ce qui varie, c'est le mélange de contrainte et de consentement qui assure une telle obéissance. Si un pouvoir autoritaire se sert surtout de la menace, de la peur et de la violence pour soumettre le peuple, les pouvoirs plus démocratiques s'appuient à la fois sur la contrainte et le consentement pour s'assurer l'obéissance des citoyen-NE-s.

Les menaces de sanctions légales exercent évidemment une dissuasion devant la possibilité de désobéir, mais l'idée de la légitimité du pouvoir démocratique et une culture de valorisation de

l'obéissance constituent d'ailleurs pour une grande part la manière dont des pouvoirs assurent la soumission de la population au pouvoir étatique. Le message qui est largement véhiculé par l'éducation, les médias et le pouvoir est très peu nuancé : ►

**Le philosophe Henri David Thoreau est à l'origine du terme « désobéissance civile ». Il avait entrepris au XIX<sup>ème</sup> siècle de refuser de collaborer avec l'État américain, jugeant qu'il se devait de désobéir à un pouvoir qui endossait l'injustice, en l'occurrence l'esclavagisme aux États-Unis. Thoreau s'inquiétait de l'obéissance irréfléchie et de ses conséquences ; à cause d'un conformisme aveugle aux lois, « les gens les mieux intentionnés se font chaque jour les agents de l'injustice ».**

obéir, c'est bien, désobéir, c'est mal. La population coopère tant et si bien qu'elle participe elle-même à ostraciser et marginaliser les désobéissantEs.

La non-collaboration peut donc être un puissant outil de pression politique ! Le pouvoir et sa possibilité d'imposer des sanctions dépendent nécessairement de la coopération d'au moins une partie des « sujets ». La désobéissance civile propose d'affirmer haut et fort au pouvoir en place que ses menaces de sanctions et de répression ne garantissent plus notre soumission au pouvoir et à ses lois.

Devant une oppression ou une injustice, le désobéissant prend ses responsabilités, et *juge* que, pour promouvoir un monde « juste », il doit obéir à sa propre conscience plutôt qu'aux lois auxquelles on a l'habitude de se fier .

La désobéissance civile survient au moment où l'on prend conscience que la loi ne parvient pas à assurer la *justice*. En échouant dans sa fonction, la loi



contribue à l'injustice ! L'indignation et la conviction qui émanent de cette prise de conscience aident à se libérer de la peur des sanctions et du réflexe d'obéissance. La désobéissance civile découle donc d'une réflexion personnelle et d'un engagement politique profond, qu'on accepte de mettre au service du bien-être collectif malgré les conséquences possibles. Collectivement, une décision de désobéir et une conviction concernant la légitimité de cette action ont une grande portée. De nombreux

et nombreuses québécois-E-s ont été suffisamment indigné-E-s cette année pour se responsabiliser comme citoyen-Ne-S et désobéir, *exerçant* enfin leur pouvoir au-delà du cycle électoraliste que nous offre la démocratie représentative.

Si les désobéisseurs et désobéisseuses conçoivent la plupart du temps d'assumer les conséquences légales de leur acte de dissidence, c'est que la

### Comment reconnaître la désobéissance civile?

La désobéissance civile est employée quand on contrevient intentionnellement à la loi, en perpétrant un acte (ou un non-acte!) non-violent, de façon publique et assumée, ce qui est donc susceptible de nous en faire subir les conséquences juridiques. Le geste de désobéissance civile est bien sûr posé en fonction de principes supérieurs et collectifs, et contient une revendication de nature politique qui n'a pas pu être atteinte par la voix des recours légaux ou des leviers politiques habituels.

La désobéissance civile est une « *arme redoutable, [qui] puise aux sources du contrat social – du droit inaliénable de refuser son consentement – elle est l'acte citoyen par excellence par lequel, ultimement, toute légalité sera remise en cause et recréée* » -Philippe Duhamel

désobéissance civile implique un objectif légal ; le pouvoir législatif doit être surveillé, tout comme la loi doit être remise à sa place ! L'expression « respecter la loi » prend tout son sens... On la *respecte* fondamentalement pour ce qu'elle devrait être, soit une protection égale pour tous et toutes contre l'injustice ; on la *respecte* au point d'y contrevenir quand le pouvoir la détourne de sa mission. En effet, « ce qui fonde la loi sert aussi bien à justifier l'obéissance qu'elle réclame que la désobéissance qu'elle produit » de même que « la révolte apparemment négative (en regard des règles positives) est en fait profondément positive (en regard des principes qui fondent les lois) » (Cholé Di Cinto).

### Le poumon de la démocratie !

En parlant de désobéissance civile, on se réfère souvent à l'image qu'en donnent ses détracteurs qui ne la conçoivent pas comme méthode d'action directe appropriée dans une démocratie. Nous n'aurions aucun droit de refuser de collaborer puisque les lois et politiques de notre gouvernement sont mises en place par nos élu-E-s, choisis démocratiquement par le peuple, n'en déplaise à ceux qui ont « perdu » leurs élections. Pourtant, la notion de désobéissance civile envisage une démocratie bien plus vivante que ce que le système nous propose actuellement ; une démocratie dans laquelle les citoyen-NE-s sont invité-E-s à *exercer* leur pouvoir plutôt qu'à le déléguer périodiquement.

Dans les faits, il est rare que la loi ou la politique soulevant l'indignation de certain-E-s soit unani-

mement privée de sa légitimité par le peuple. C'est le cas de la Loi Spéciale adoptée au Québec en mai 2012 ; elle a été adoptée *démocratiquement*, et il existe des gens qui lui sont favorables ou défavorables. Il n'y a pas de consensus social sur la question, mais les gens qui considèrent cette loi abusive, injuste et même inconstitutionnelle sont suffisamment convaincus de devoir y désobéir. La désobéissance civile est alors une forme radicale de participation au débat citoyen.

Suivant une véritable valeur démocratique, la désobéissance civile en appelle à l'intelligence et à la responsabilité de chacun et chacune des membres de la société. Elle les invite à se réapproprier la faculté de juger ce qui est juste ou injuste, bon ou nuisible pour le projet collectif, en dehors de la légalité. Elle les met au défi de défier l'autorité et d'avoir l'esprit assez *libre* pour admettre que la loi n'a pas toujours raison quant à ce qui est juste. Ce n'est pas une mince affaire, dans une société imparfaitement démocratique comme la nôtre, dans laquelle les oppressions sont plus *douces* ou *camouflées* que dans des dictatures sanguinaires, de proposer cette forme de responsabilisation citoyenne en remplacement des sentiments d'indifférence et d'impuissance. C'est pourtant l'avenue la plus intéressante pour combattre l'injustice !

La non-collaboration recèle un pouvoir énorme, qui n'est pas sans inquiéter les puissants. On constate en effet que les gouvernements, lorsqu'ils sont confrontés à des actions directes de désobéissance civile ou de grève, réagissent de façon

**Gandhi avait réfléchi aux étapes nécessaires de cette réappropriation du pouvoir (*empowerment*), et celles-ci apparaissent comme parfaitement transposables du contexte de l'Inde britannique à une société démocratique d'aujourd'hui ! En effet, il percevait comme nécessaire « que s'opère un changement psychologique, de la soumission passive au courage et au respect de soi ; que s'opère une reconnaissance par le sujet que son assistance et sa coopération rendent le régime possible ; de construire une détermination de retirer la coopération et l'obéissance ».**

La désobéissance civile permet aux citoyen-NE-s de se réapproprier l'obligation politique de réfléchir au bien-être collectif, et de se rendre compte du pouvoir de leur consentement. Ce n'est pas la voix de la facilité et du conformisme : c'est celle du courage, de l'engagement, de l'autonomie et de la responsabilité. C'est ainsi que la désobéissance civile est perçue par plusieurs comme fondamentale, et devrait être admise comme « une composante de la culture politique d'une communauté démocratique » (Jurgen Habermas).

exagérée et répressive. Par la suite, s'ils concèdent des gains à la faveur du mouvement de lutte, ils attribuent toujours ces concessions à d'autres raisons, et nient le plus possible l'influence de la non-coopération du peuple sur les événements. L'autorité est généralement « terrorisée à l'idée que se répande dans la population une conscience du pouvoir de la non-coopération dans le contrôle du politique » (Gene Sharp) !

### Le Québec et la désobéissance

La désobéissance civile n'est pas une nouveauté au Québec. Des cliniques illégales d'avortement du docteur Morgentaler à l'*Opération Dignité* des villageois gaspésiens, en passant par de nombreuses grèves illégales de travailleurs et de travailleuses et les luttes autochtones, cette méthode d'action directe a été employée plus souvent qu'on ne le croit.

Pourtant, l'ignorance et le mépris de la désobéissance civile sont très répandus dans les médias et dans le monde politique québécois. Ce que le printemps 2012 nous a démontré abondamment. Au mois de mai, Jean-Marc Fournier, ministre libéral de la Justice, déclarait que « la désobéissance, c'est juste un beau mot pour dire *vandalisme* », affirmation qu'on peut aisément qualifier de grossière ou de signe flagrant de mauvaise foi. D'autres politiciens se sont empressés de faire circuler l'idée selon laquelle la désobéissance civile correspond au désordre, au danger et à l'insécurité, à la négation de l'État de droit, et ainsi de suite.

Le pouvoir a tenté autant que possible de diaboliser le mouvement étudiant et social. Cela nous en dit long sur le discours qu'il a avantage à faire circuler, conscient de la puissance des idées qui sous-

tendent la désobéissance civile et la non-coopération comme stratégies de lutte. Ce que le gouvernement, par un traitement médiatique faussé et méprisant, tend à présenter comme une dangereuse subversion fait néanmoins appel à l'intelligence du public. Par sa force symbolique et sa conviction saisissante, l'action de désobéissance civile amène les citoyen-NE-s à se poser des questions profondes et fondamentales sur leur sens de la justice et leur tolérance à l'injustice.

Au plan historique, la désobéissance civile jouit d'une certaine grandeur. Les mouvements associés à Gandhi et Martin Luther King sont respectables et nobles. Ils sont les cas les plus évoqués, dont même le gouvernement libéral de Charest n'aurait pu contester la légitimité. Pourtant, quand les étudiant-E-s et citoyen-NE-s se sont décidés à désobéir aux injonctions et à la Loi spéciale, le gouvernement s'est empressé de marteler qu'ici, au Québec, « on n'est pas en Inde » ! À cet argument réducteur, Amir Khadir, porte-parole de Québec Solidaire, a répondu: « En effet, à chacun son injustice ! Mais j'espère qu'on n'attendra pas au Québec de contester des lois abusives ; on n'attendra pas que ce soit la Russie de Poutine ou l'Iran de Khomeini ! » (Cf. Conférence de presse de juin 2012). Nous l'avons vu, la désobéissance civile devrait occuper une place de choix dans une société démocratique. Elle peut constituer un levier de pression et un potentiel de mobilisation considérable. Le salissage médiatique – voire, la dif-famation – entrepris par les gouvernements qui en mesurent la portée le démontre bien ! ■

### Réévaluer les lois tous les quatre ans?

Peu importe la beauté des lois et peu importe la perfection avec laquelle les lois ou les règles de conduite génèrent l'ordre dans la vie du peuple, les pouvoirs doivent être renouvelés ; sinon les gens deviennent séparés de leur lois ... Tout d'abord le rituel deviendra important, puis la loi et le rituel demanderont que les gens suivent la loi aveuglément. Les gens deviendront aveugles à leurs propres lois et le pouvoir les dévorera ... Des lois qui ne sont pas comprises doivent être combattues et vaincues. C'est la même chose que si nos chiens de garde se retournaient contre nos enfants et nous-mêmes. Les chiens devraient être combattus. Les lois sont nos chiens de garde.

-Hyemeyohsts Storm. *Song of Heyoehkah*

# L'opinion publique dans la lutte

Par définition, toute action militante est forcément tournée vers l'extérieur. Elle cherche à être connue, à faire pression, à sensibiliser le plus grand nombre de concitoyen-NE-s dans le but de les mobiliser contre une injustice. Toute action directe est une prise de parole, effectuée dans des espaces

**« La première démarche de l'action non-violente est de prendre la parole, pour rompre le monopole de la parole dirigeante, et déjà exercer un contre-pouvoir » -Chloé Di Cinto**

légaux réservés à cette expression (pétition, manifestation...) ou au-delà de ce que la légalité nous réserve (grève illégale, occupation, désobéissance civile...). Mais dans tout conflit qui mène à la résistance, la non-violence comme stratégie de lutte suppose l'existence de trois acteurs : le pouvoir exerçant une oppression ou une injustice, les gens qui résistent et se lèvent contre les agissements du pouvoir et l'inévitable *opinion publique*.

L'action directe a, la plupart du temps, un double objectif : contraindre le pouvoir à modifier son attitude et, surtout, sensibiliser, informer, rallier une partie de la société au combat en la convainquant de la pertinence et de la légitimité de la cause. Une lutte comme celle du mouvement étudiant concerne d'abord et avant tout une question de justice sociale. Il est alors normal que le mouvement de résistance ait en tête la re-politisation des



citoyens au-delà du système électoral, qu'il cherche par tous les moyens à interpeller cette masse de gens qui fait le poids par sa collaboration au pouvoir et son consentement silencieux. Dans la lutte non-violente, les militantEs doivent s'adresser à l'intelligence du « public » et soulever son indignation afin de délégitimer le pouvoir et, en fin de compte, avoir gain de cause.

Dans notre société imparfaitement démocratique, cet appel à la mobilisation et à la repolitisation des citoyen-NE-s se pose en contraste profond avec le discours dominant qui suggère habituellement de déléguer notre pouvoir en attendant de voter différemment aux prochaines élections dans le cas où les mandataires auront déçu. Dans les moments de mobilisation sociale, les médias de masse semblent presque entièrement dédiés au maintien de l'ordre établi dans l'opinion publique. La désinformation ou le louvoiement des médias est parfois évident, mais souvent plus déguisé, et parfois même involontaire de la part de certains journalistes aux réflexes conformistes. Cette défense de l'ordre établi peut se lire entre les lignes. Le traitement médiatique de la répression policière ►

**« Les systèmes démocratiques fonctionnent différemment [des dictatures]. Il est nécessaire de contrôler non seulement ce que les gens font, mais ce que les gens pensent. Puisque l'État n'a pas la capacité d'assurer l'obéissance par la force uniquement, la pensée peut mener à l'action, et donc toute menace à l'ordre doit être éliminée ou supprimée à sa source ».**

-Noam Chomsky

en est un exemple flagrant : les manifestant-E-s sont toujours responsables de leurs propres malheurs : « l'escouade anti-émeute a dû intervenir », nous dit-on. De cette façon, se trouve donc évacuée toute idée voulant qu'il y ait d'autres moyens de mettre fin à un blocage autrement que par la violence étatique. On suggère qu'il était devenu nécessaire d' « intervenir », un terme qui n'établit aucunement la distinction entre les types de moyens à déployer : arrestation calme et procédurale, bombes assourdissantes, insultes, coups de pieds dans les côtes, etc. Le biais des médias de masse se lit aussi dans le choix des données qui sont martelées sans cesse et de celles qui sont omises. Les militant-E-s, prenant part au mouvement contestataire de l'intérieur, en observant la couverture médiatique, dans les heures qui suivent, éprouvent tous à un certain moment cette prise de conscience plus fondamentale de ce que l'on appelle souvent, sans vraiment la ressentir, la désinformation. Malheureusement, il ne faut plus se surprendre de la position souvent biaisée des grands médias quand ils rapportent des soulèvements populaires menaçant le pouvoir ou le statu quo.

Une fois établi le constat que l'opinion des autres citoyen-NE-s est une donnée et une valeur sociale importante, il faut pourtant se demander quoi faire des médias de masse, tant qu'ils existent et jouissent d'un espace exagéré dans la communication politique au sein de notre société. La question de l'opinion publique se pose, que l'on désigne sous ce vocable l'opinion et la sensibilité de nos concitoyen-NE-s

« Notre but est de donner [à la majorité silencieuse] le moyen de s'exprimer, de lui fournir les arguments dont elle a besoin pour étayer par l'intelligence ce qu'elle sent par le coeur et la peau ! »

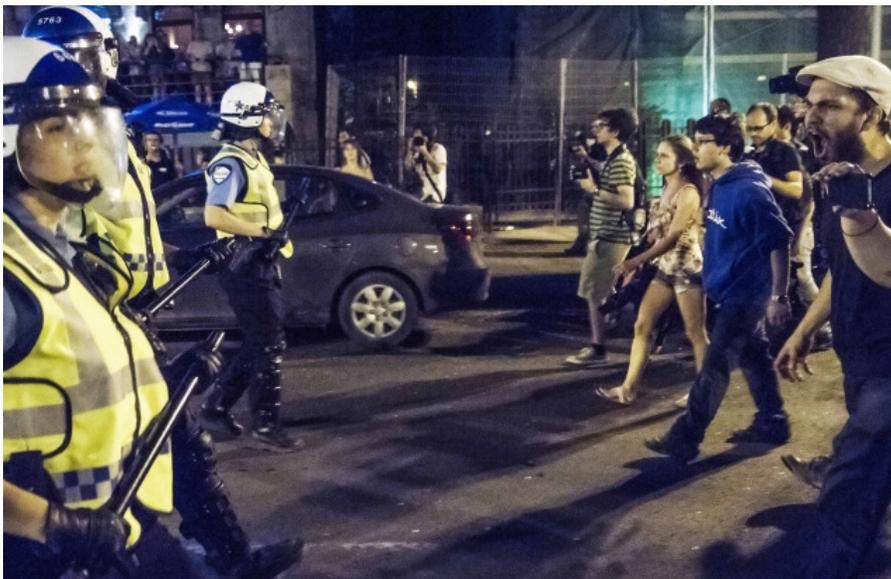
-Pierre Bourgault

pour des questions de justice, ou encore l'opinion publique telle qu'entendue et véhiculée par des médias de masse, reflétée par des sondages et des intentions de vote. Certain-E-s militant-E-s seront tentés par l'option de conserver à tout prix la bienveillance des médias de masse à leur égard, tandis que d'autres choisiront de contourner ou de rejeter cet intermédiaire pour communiquer avec le public par des moyens et des médias alternatifs.

Dans tous les cas, il convient de faire attention à ne pas organiser des actions directes enchaînées aux diktats de la société-spectacle et soumises aux formulations établies par les médias de masse. On risque alors d'accorder plus d'importance à l'image médiatique qu'à la revendication qui motive l'action, un glissement de facilité que l'on devrait éviter, puisqu'il risque de créer une *émotion publique* peu efficace plutôt qu'une opinion publique. En effet, mobiliser l'opinion publique ne signifie pas se rallier, à n'importe quel prix, des voix passives : cela signifie s'adresser à l'intelligence des gens pour qu'ils fassent front commun contre la violence.

La création et le maintien d'un média alternatif ou d'une presse militante a toujours rencontré son lot

de défis et d'obstacles. Ces canaux de communication apparaissent pourtant comme nécessaires pour repolitiser les citoyen-NE-s et présenter une critique radicale des injustices et des oppressions. ■



# Loi spéciale et injonctions

## La montée de l'indignation et la désobéissance

Ce n'est pas pour rien que la grève étudiante a excité les esprits progressistes et révoltés de la société québécoise et même d'ailleurs dans le monde. Qui a encore un droit de grève chez nous? Dans le monde des travailleurs et travailleuses, les lois spéciales ou lois-bâillons fusent dès que les moyens de pression dépassent le cadre réduit prévu par le pouvoir. En 2012, le mouvement étudiant a eu droit au même traitement. Mais le « droit » de grève des étudiant-E-s reste quant à lui une liberté dont nous nous sommes saisi, et que les injonctions à partir

du mois d'avril, puis la Loi spéciale (loi 12) entrée en vigueur le 18 mai, n'allaient pas parvenir à freiner sans rencontrer une impressionnante résistance.

Les injonctions ont été une mesure de répression légale employée par des étudiant-E-s opposé-E-s à la grève et encouragéEs par le gouvernement. La première demande d'injonction eut lieu en avril 2012, à partir de quoi une vague d'injonctions déferla sur les campus en grève à travers la province. Des étudiant-E-s étaient alors en mesure ►



### Je désobéis ! Arrêtez-moi quelqu'un !

En réaction au projet de loi 78, les militant-E-s étudiant-E-s lancent un appel à la désobéissance civile, s'engagent à assumer les poursuites pénales dont ils et elles pourraient faire l'objet et invitent les gens à afficher publiquement leur volonté de désobéissance sur le site [arretezmoiquelquun.com](http://arretezmoiquelquun.com)

« De Murdochville à Asbestos en passant par la grève étudiante de 2005, l'histoire du Québec est traversée de luttes difficiles, de grèves longues et, parfois, illégales. Les droits fondamentaux dont nous jouissons aujourd'hui ne sont pas des cadeaux, ce sont des legs. Si l'on veut nous les retirer par la loi, nous nous battons. Si celle-ci est injuste et que nous sommes sérieux et sérieuses dans notre prétention à défendre la justice, il nous faut y désobéir. Cela porte un nom : la désobéissance civile ».

d'obtenir une décision de la Cour empêchant toute entrave à la poursuite de leurs cours, sans égards à la démocratie directe étudiante qui s'était exprimée dans les Assemblées générales en faveur de la grève.

Les injonctions eurent pour effet de judiciaireiser un conflit fondamentalement politique, et de faire valoir les droits individuels dans un contexte où la mobilisation tentait de protéger les droits collectifs. Cette négation de la démocratie étudiante et du droit de grève contribua en plusieurs lieux à envenimer le conflit et à augmenter les tensions. Des blocages à l'occupation pacifique de l'Université du Québec en Outaouais qui se solda par 150 arrestations, en passant par les interventions policières brutales comme au collège Lionel-Groulx, les grévistes de la plupart des campus visés par des injonctions choisirent sans hésitation de désobéir autant que possible à ces injonctions pour poursuivre leur grève, jusqu'à ce que la Loi spéciale du 18 mai vienne changer la conjoncture et suspendre la session académique.

La Loi spéciale (projet de loi 78 devenu loi 12 lors de son adoption) s'organise quant à elle pour punir sévèrement tout regroupement étudiant ou syndical promouvant la levée des cours ou empêchant les étudiant-E-s d'assister à leur cours ; suspend la session des étudiant-E-s en grève en les mettant en « lock-out » jusqu'à la fin de l'été ; limite la liberté de manifester, notamment en obligeant d'annoncer le trajet et la durée de toute manifestation de plus

de 50 personnes.

Cette loi a provoqué un tollé de protestations et a attiré vers le Québec les regards d'étudiant-E-s du monde entier et de groupes de défense des droits. Le Haut Commissaire pour les droits de l'homme des Nations Unies, Amnistie Internationale, la Commission des Droits et Liberté et la Ligue des droits et libertés, entre autres organisations, ont condamné cette « loi matraque » qui porte une atteinte aux droits fondamentaux des citoyen-NE-s, notamment aux droits d'association et de manifestation. La Loi spéciale a aussi provoqué l'indignation d'une grande partie de la population qui a vu le gouvernement franchir la ligne de l'intolérable dans la répression, avec cette mesure autoritaire adoptée en plein coeur du Printemps québécois.



La province s'est alors peuplée de manifestations de casseroles ; des centaines de milliers de personnes, aîné-E-s, enfants, travailleurs-euses et étudiant-E-s sont descendus dans les rues sans s'annoncer, désobéissant ouvertement à la Loi 78. Celle-ci s'est vite avérée impossible à appliquer. Si la police l'avait appliquée dans toutes les villes et les quartiers du Québec,

des milliers de personnes mineures et majeures auraient dû être arrêtées et inculpées. Le mouvement des casseroles a aussi provoqué la naissance de nombreuses assemblées populaires dans les quartiers, comme si un espace de discussion et d'action politique avait été recréé quand les citoyen-NE-s indigné-E-s se sont mis à se rencontrer dans les rues, chaque soir à 20h, animé-E-s d'un enthousiasme collectif qui ne laissait personne de glace. ■

*« Le gouvernement libéral souhaite faire des professeurs des instruments destinés à casser un mouvement social qu'il n'a pas cessé de mépriser et de diaboliser. [...] »*

*La loi 12 s'inscrit dans la guerre plus vaste que mènent les élites socio-économiques et politiques contre la société, contre les collectifs où s'organise cette société, et contre les moyens dont disposent les sujets collectifs pour intervenir sur leur réalité. [...] »*

*La répression par laquelle le gouvernement libéral cherche à régler ce conflit, cette violence, n'aura eu lieu qu'à une condition qu'il réussisse à établir, avec le concours de plusieurs acteurs de la société, une véritable chaîne d'obéissance ».*

-Discours de Martin Jalbert, enseignant au collégial

# *Dynamiques récentes de luttes non-violentes*

## Résistance anticapitaliste et altermondialiste : l'Opération SalAMI

En mai 1998, la conférence de Montréal réunit des représentants des pays membres de l'OCDE pour discuter de l'Accord multilatéral d'investissement (l'AMI). Pour la modique somme de 1000 \$ chacun, les quelque 500 participants de la conférence tenue à l'hôtel Sheraton allaient apprendre et discuter les détails de l'AMI, un classique du modèle néolibéral, qui prévoyait accorder plus de libertés et de pouvoirs aux entreprises multinationales afin de favoriser les échanges. L'AMI s'est préparé discrètement, sans que les populations d'aucun des pays concernés ne soient informées ou consultées. Au moment où une fuite a forcé son dévoilement, le texte de l'AMI était prêt à 90% !

*« C'est à un véritable changement de civilisation que ce traité nous conduit. Nous passons du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes au droit des investisseurs à disposer des peuples ».*  
-Appel du groupe de résistance à l'AMI en France, 1998

Ici comme ailleurs, la résistance s'organisa rapidement. Au Québec, elle prit forme avec l'Opération SalAMI, qui avait pour objectif non seulement de perturber et contrer l'adoption de l'AMI par une élite politique sans scrupules, mais aussi d'éduquer la population, de la mobiliser et de soulever les questions sociales liées au capitalisme mondialisé dans les médias de masse. À l'époque, bien que l'ALENA fut déjà en vigueur et que de nombreuses populations en ressentaient les effets, pour la majorité des Nord-Américains, la « mondialisation » demeurait une notion encore vague et aux conséquences assez abstraites.

Le 25 mai 1998, jour de la Conférence de Montréal, près de 200 militant-E-s bloquèrent tôt le matin les accès de l'hôtel Sheraton, pendant que quelques autres centaines de manifestant-E-s les appuyaient. Ils et elles exigeaient « le retrait pur et simple du Canada des négociations de l'OCDE sur l'AMI, et que le Canada et le Québec refusent de négocier mais s'opposent à tout nouvel accord ayant pour effet de subordonner, ici ou ailleurs, les droits humains, sociaux, culturels et environnementaux aux intérêts des investisseurs et des multinationales. »

Le blocage dura au total 5 heures, dont autant d'heures de retard pour ladite Conférence, et se solda par 99 arrestations et accusations criminelles. Ces arrestations de masse largement médiatisées ne surprisent personne; elles faisaient partie d'un plan de désobéissance. Ainsi, nul n'a résisté à son arrestation, mais il convient de mentionner que nombreux-ses sont ceux-celles, y compris des personnes mineures, qui furent brutalisé-E-s, détenu-E-s de façon arbitraire pendant plus de 24 heures.

84 des accusé-E-s ont subi un procès collectif, lequel fut l'objet de beaucoup d'amusement de la part des accusés et qui fit couler beaucoup d'encre dans les

médias. Les 84 « criminels » se présentèrent en cour bâillonné-E-s avec des dollars américains en mains. Il plaidèrent la nécessité : la nécessité d'entreprendre une action d'éclat devant la menace de l'AMI, une catastrophe dont la population n'entendrait pas parler autrement. Le procès prit fin environ un an plus tard avec la condamnation des participantEs à effectuer quelques heures de travaux communautaires.

L'opération SalAMI a été une action de désobéissance civile non-violente remarquablement pertinente. La préparation des participant-E-s, leurs modes de fonctionnement affinitaire et les principes adoptés par les participant-E-s contribua non seulement à l'action elle-même, mais aussi à forger une culture militante riche chez de nombreuses personnes. La couverture de l'événement par les médias fut importante et força dans ces mêmes médias un espace pour la critique du néolibéralisme. Les détracteurs de l'AMI avaient dorénavant une voix, y compris une chronique hebdomadaire à la radio durant la période entre l'action et le procès. ■

# Féminisme et non-violence

Les femmes ont participé à de nombreux mouvements de résistance et d'émancipation de tous genres. Leur rôle dans la lutte a varié selon l'époque et le contexte, mais a rarement été reconnu à la mesure de son importance. Même dans les milieux militants dont l'on pourrait attendre une compréhension radicale de l'oppression, l'effort des femmes pour revendiquer un espace de lutte féministe ou une reconnaissance de leur contribution reste une constante. Au plan des grands personnages ou des théories des approches non-violentes, l'accaparement masculin est manifeste : de Thoreau à Gandhi, en passant par Luther King et César Chavez ou des intellectuels comme Gene Sharp et Jean-Marie Muller, l'univers masculin ne rend pas compte de l'activisme des femmes dans l'histoire des luttes radicales !

Tous les hommes qui ont résisté étaient dans une situation d'oppression : Gandhi comme Indien sous la domination coloniale britannique ; Luther King (comme Afro-américain) et César Chavez (comme membre du groupe Chicano, un des groupes ethniques persécutés aux États-Unis). Mais leur identité d'hommes fait en même temps d'eux des membres d'un groupe oppresseur. L'analyse féministe apparaît comme une contribution incontournable aux stratégies de lutte non-violentes et propose une radicalité qui ne peut qu'encourager la *vraie* non-violence. Comme la grève étudiante qui en a le potentiel, tout mouvement social radical, honnête et cohérent, peut et devrait être l'occasion pour les militant·e·s, hommes comme femmes, de se familiariser avec le féminisme ou d'approfondir l'analyse féministe de la lutte.

## Une radicalité partagée

Le féminisme et la non-violence se ressemblent par leur rejet catégorique de toute forme d'oppression ; des guerres armées entre les pays jusqu'aux rapports familiaux de domination, la violence apparaît

comme intolérable et appelle à la résistance. Une compréhension féministe radicale des structures d'oppression permet de voir que toutes ces violences sont interreliées, de la même façon que la recherche d'une solution doit être généralisée et tenir compte de toutes les facettes de la violence, de la pauvreté au racisme en passant évidemment par le sexisme. Pour les féministes radicales, « les liens étroits entre le patriarcat, le capitalisme et l'État constituent le constat le plus pénétrant de tous. Ces bases d'oppression suggèrent toutes que certains êtres humains sont plus importants et ont plus de valeur que d'autres ; cette conception s'exprime dans les structures hiérarchiques qui caractérisent nos sociétés à tous les niveaux. » (D. Leonard, *Piecing it together*).

Une telle vision, en s'intéressant aux racines mêmes de l'oppression, implique que la paix signifie beaucoup plus que l'absence de guerre. Il importe donc d'aspirer à l'éradication de toute forme d'oppression, et d'attaquer à leur source les causes de la violence. Comme la non-violence, le féminisme radical rejette à la fois la violence, mais aussi la collusion et la complaisance qui poussent trop de gens à la tolérer. La conscience féministe appelle les femmes à agir, à se rendre visibles et à travailler ouvertement à l'émancipation.

Non-violence et féminisme rejettent les structures de domination du pouvoir et cherchent à remplacer le *pouvoir sur* par le pouvoir partagé et émancipatoire. En d'autres mots, on en revient à *l'empowerment*, à la réappropriation du pouvoir de chacun et chacune, aussi bien dans les rapports interpersonnels quotidiens qu'au sein d'une lutte ou d'un mouvement de résistance. Les stratégies de lutte non-violente se veulent véritablement inclusives et reconnaissent le pouvoir de tous et toutes de participer à une mobilisation contre l'oppression et la violence, rejetant le sexisme tout autant que le racisme et l'"*âgisme*".

**« L'acte premier de désobéissance des femmes féministes réside dans le simple fait de se réunir pour s'organiser contre l'oppression patriarcale. Cela brise certainement une loi non-écrite ; les femmes ne sont pas sensées se réunir de cette façon et parler ouvertement entre elles de l'oppression vécue par les femmes aux mains des hommes. »** -Barbara Deming, féministe radicale non-violente

### Virilité masculine et pacifisme féminin?

Les paragraphes précédents démontrent une harmonie théorique et pratique entre le féminisme radical et la non-violence. Pourtant, il subsiste dans les milieux militants des conceptions basées sur le genre gravement nuisibles à une compréhension cohérente de la non-violence et contre lesquelles le féminisme nous met heureusement en garde.

De l'avis de certaines féministes, de grands personnages non-violents tels que Gandhi et Luther King ont eu tendance à valoriser la souffrance dans la lutte, comme si celle-ci garantissait l'efficacité ou démontrait la grandeur de la lutte, sa vertu et son courage. Pour les féministes non-violentes, la souffrance n'est d'abord pas un gage d'efficacité dans la lutte. Mais surtout, une valorisation de la souffrance serait un réflexe machiste susceptible d'exercer un chantage sur le militant ou la militante. Glorifier la souffrance, même lorsqu'on est un militant non-violent décidé à respecter l'intégrité de son adversaire, c'est, en réalité, glorifier la violence elle-même.

Un autre danger majeur du sexisme réside en la catégorisation de certaines attitudes comme étant *naturelles* chez les hommes ou chez les femmes, telles que la violence, la force, l'émotion et la faiblesse. Certaines actions féminines ou féministes en faveur de la paix, par exemple des actions antimilitaristes ou contre le nucléaire, ont pour effet de provoquer une pensée-réflexe chez de nombreuses personnes. La femme est alors associée de façon naturelle à la paix, à la douceur, à la maternité et à la recherche de la sécurité. D'une part, cela réduit la reconnaissance de la femme comme activiste engagée dans la lutte radicale non-violente, et du même coup contribue à faire perdurer la subordination des femmes aux hommes.

Finalement, les émotions liées à la fragilité, si longtemps associées aux femmes et dont les hommes sont souvent privés par une construction sociale machiste, sont encore difficiles à gérer dans le milieu militant. Même en luttant contre la violence et l'oppression, le réflexe d'associer la force aux hommes et la faiblesse physique et émotive aux femmes perdure.

### La lutte féministe n'est pas secondaire !

De nombreux mouvements de lutte contre l'oppression, armés ou non-violents, manquent de perspective féministe pour peaufiner leur cohérence et leur radicalité. Un cas intéressant est celui du mouvement révolutionnaire anarchiste en Espagne, au cours des années 1930. Une multitude de femmes anarchistes participaient à la lutte. Pourtant, il fallut toujours que les féministes se *rappellent* à la lutte, notamment par des comités comme Mujeres Libres qui comptaient plus de 20 000 membres. Elles critiquaient certains de leurs camarades masculins qui se contredisaient dans leurs valeurs profondes en omettant de considérer l'égalité des genres dans le mouvement révolutionnaire. Pour Frederica Montseny, anarchiste catalane, la révolution ne saurait fonctionner dans le pays sans fonctionner d'abord dans les foyers. « S'ils sont anarchistes, ils ne sont pas sincères ; s'ils sont sincères, ils ne sont pas anarchistes ! », disait-elle en parlant de certains révolutionnaires machistes et insensibles au féminisme.

De la même façon, si un mouvement qui se dit non-violent omet de tenir compte des autres formes d'oppression et d'approches émancipatoires comme le féminisme, son analyse et ses actions souffriront d'une bien triste incohérence. Il arrive souvent que les principes féministes ou des groupes féministes soient admis dans une lutte. Pourtant, c'est parfois plus leur représentation en elle-même qui est tolérée et applaudie. L'application de ces principes provoque souvent des réactions moins enthousiastes. Dès que les féministes poussent à fond la rigueur de leur mouvement, elles dérangent bien des personnes qui s'empres-sent de dire que ce n'est pas le moment de diviser les troupes ou de soulever des enjeux *secondaires* tel que le féminisme. Les féministes radicales et les non-violent-E-s, en principe, ne peuvent que s'opposer à une telle « priorisation » ou « hiérarchisation » des luttes : même un sentiment d'urgence dû à la conjoncture politique ne devrait pas être une raison de perdre de vue des principes aussi fondamentaux de rejet de l'oppression, ceux-là mêmes qui doivent motiver la mobilisation et le combat ! ■

# Luttes autochtones : Défendre le Nitassinan par la désobéissance

Nitassinan (*notre terre*) est employé par plusieurs nations autochtones pour nommer leur territoire. L'emplacement et les limites du Nitassinan varient donc d'une nation à l'autre, mais désigne toujours un territoire vital, de chasse, de pêche et de liberté, étroitement relié à la survie culturelle et matérielle des autochtones. L'exploitation des ressources naturelles selon un modèle capitaliste et impérialiste, de même que le militarisme, sont des menaces récurrentes pour ces peuples à qui on reconnaît bien peu le droit à l'autodétermination.

## Contre la militarisation du Nitassinan Innu

Dans les années 1980, des vols d'essai d'avions militaires supersoniques à très basse altitude (moins de 30 mètres du sol) ont été l'objet d'une lutte impressionnante menée par la nation Innu. Les vols-test perturbaient déjà gravement la faune et la vie des Innus dans le Nitassinan quand le projet de transformation d'une base militaire canadienne en base permanente de l'OTAN sur le territoire donna le ton pour les années à venir : la quantité de vols d'essai allait décupler, et l'OTAN pratiquerait aussi des simulations de bombardement sur le territoire. Tout se tramait en fait comme si les États occidentaux militaristes avaient décidé d'ignorer délibérément et totalement l'existence des communautés de cette région, ajoutant l'insulte à l'injure.

Les Innus ont donc lancé en 1988 une campagne de désobéissance civile pour contrer le projet de l'OTAN et du gouvernement canadien. Des dizaines d'adultes, de vieillards et d'enfants participèrent à une série d'occupations de la base militaire de Goose Bay et des pistes de décollage, attirant l'attention sur leur lutte et recueillant des appuis à travers le Québec. Puis eurent lieu en 1989, en plus de manifestations, un blocage du pont Mackenzie à Ottawa, un autre au ministère de la Défense, etc. Durant ce mouvement de résistance, à travers les différentes actions de désobéissance et de perturbation, quelque 470 Innu-E-s, dont de nombreux enfants, furent arrêté-E-s et accusé-E-s d'actes criminels. Loin d'être découragée par la répression

et la criminalisation, la nation Innu a lutté jusqu'au moment où le projet de l'OTAN fut abandonné, la fin de la Guerre Froide remettant la pertinence des essais aériens en cause (selon la version officielle).

*« Le gouvernement canadien nous dit qu'on doit faire des compromis. Les chambres de commerce nous disent qu'on doit faire des compromis. Autrement, on nous accuse d'être égoïstes. Nous pensons avoir fait suffisamment de compromis! [...] Comme les populations autochtones partout dans le monde, notre culture et notre économie distinctes sont écrasées par un ordre industriel incroyablement vorace et irresponsable. » (Daniel Ashini, chef de bande de Sheshatshit 1991)*

*« Notre peuple a longtemps fait l'objet de préjugés. Nous avons subi la sédentarisation forcée, les pensionnats indiens, l'exploitation de nos terres et ressources sans notre consentement ; surtout, nous avons souvent été trompés par des promesses non tenues. Je suis fière de la persévérance de mon peuple et de sa détermination à mener des actions parfois radicales pour faire respecter nos droits. » -Grande Cheffe Eva Ottawa*

Les Atikamekw ont aussi réagi en 2012 aux agissements de l'entreprise Kruger qui agissait sur leur territoire sans leur consentement. Tout indique que dans l'ordre économique actuel, les gouvernements et les corporations n'ont aucun intérêt à consulter ces populations déjà marginalisées ou à reconnaître leur droit à l'autodétermination... Ces deux luttes de défense du Nitassinan ne sont qu'un exemple ; une quantité phénoménale de combats non-violents sont menés par les peuples autochtones d'ici et d'ailleurs pour la reconnaissance de leurs droits et la protection de leurs territoires contre les industries extractives et forestières. ■

# Formation et préparation à l'action non-violente : un principe et une pratique

Tel que vu précédemment, il ne suffit pas qu'une action directe soit exempte de violence pour qu'on puisse la qualifier de non-violente. Souvent, la formation et la préparation contribuent pour une grande part à faire d'une action quelque chose de véritablement non-violent, en plus de présenter plusieurs avantages et perspectives de luttes émancipatrices. La formation à la non-violence et la préparation concrète et concertée a été une partie intégrante de plusieurs luttes et campagnes plus ou moins récentes, d'actions de désobéissance civile, de blocages, d'occupations... (L'action pour les droits civiques des Noirs avec Martin Luther King, l'Opération SalAMI ou l'action Artung).

## À quoi ressemble une formation ou une préparation d'action?

Des ateliers et formations permettent l'accès à du contenu très pratique (quoi apporter, comment se protéger physiquement de la brutalité policière, choisir une cible, quoi dire ou ne pas dire à la police en cas d'arrestation, quelle stratégie médiatique employer, quelles conséquences juridiques sont possibles, etc.) ainsi que du contenu plus approfondi ou réflexif (concernant la non-violence, la recherche de consensus, les dynamiques de groupe, les mécanismes d'oppression, l'évaluation de la formation elle-même et des retours réguliers, *check-in*, sur le processus vécu). Une formation peut aussi être agrémentée d'un contenu politique analytique relié à l'enjeu de la lutte, de même que de jeux de rôle et de simulations de différentes situations. La formation ou la préparation peuvent durer de quelques heures à quelques jours.

La formation à la lutte non-violente et la préparation à une action directe permettent évidemment d'être mieux préparé-E-s non seulement aux différents scénarios d'interactions possibles, mais

aussi par rapport à notre propre comportement et aux réactions d'autres participant-E-s dans des situations inhabituelles et stressantes. Sur le plan humain, elle permet de développer une certaine cohésion et un espace d'appui mutuel au sein de groupes d'affinité.

## La préparation comme mode d'organisation démocratique et inclusif

Si la formation préparant les soldats à servir dans l'armée repose principalement sur l'apprentissage de l'obéissance aux ordres, la formation à la lutte non-violente ou à la désobéissance civile repose sur un tout autre principe. Les participant-E-s apprennent ensemble à s'organiser sur un mode démocratique, à prendre des décisions par consensus, à reprendre leur pouvoir d'agir plutôt que de se soumettre et se conformer, à respecter leurs propres limites et celles des autres, à agir de façon à contribuer à un espace de lutte inclusif et communautaire, à

*« La formation à la nonviolence est importante car elle nous autonomise, nous redonne le pouvoir et nous oblige à considérer les fins et les moyens, et aussi parce qu'elle décentralise le pouvoir. Plus important encore, la formation renforce le mouvement pour le changement social »*

-Lynne Shivers, militante féministe

à un espace de lutte inclusif et communautaire, à

être sensibles aux rapports de pouvoir et d'oppression et à les déconstruire.

En effet, il ne suffit pas d'invoquer les beaux principes qui sous-tendent la non-violence, comme la radicalité et l'inclusivité ; il convient surtout de les mettre en pratique dans le mode d'organisation des luttes. La préparation ou la formation doivent être un espace ou rien n'est négligé pour être inclusive et démocratique.

## Secret ou transparence dans l'action directe ?

Il est nécessaire d'envisager un certain degré de transparence pour arriver à mettre en pratique tous ces principes. Une action secrète préparée par un groupe d'affinité de quelques individus, qui invitent des centaines de militant-E-s à participer à l'aveuglette, ne permet évidemment pas cette inclusion. Si le secret permet un certain effet de ►



surprise – à supposer que la surveillance policière n’ait pas réussi à se faufiler dans nos téléphones, nos courriels et nos demeures – il prive pourtant certain-E-s militant-E-s de leur pouvoir de participer librement à l’action directe. En effet, les parents de jeunes enfants, les personnes déjà judiciairisées ou celles ayant des restrictions légales en raison de leur statut migratoire, ou simplement celles qui en sont à leurs premières expériences de lutte, pour ne nommer que quelques exemples, sont parfois forcées de s’exclure elles-mêmes de l’action directe en raison du secret total entourant la nature de l’action. Le choix du secret n’est pas nécessairement répréhensible ou uniquement désavantageux, mais il faut être lucide par rapport aux limites qu’il impose !

L’effet de surprise peut être avantageusement remplacé par l’effet de préparation dans une lutte. C’est là-dessus qu’a compté un groupe opposé à l’exploitation des gaz de schistes au Québec, Moratoire d’une Génération, qui a donné des dizaines de formations à la désobéissance civile au vu et au su des médias et des autorités politiques et policières. Ces derniers sont au courant que, dans plusieurs villages québécois où les gaz de schistes et les concessions minières généreuses attirent des compagnies d’extractions favorisées par le système légal, des citoyens et des citoyennes sont prêt-E-s à l’action directe dès que les foreuses pointeront le bout du nez. La pression est donc entamée avant l’action elle-même, y compris sur certaines entreprises extractives. Bien que guidé par la recherche absolue de la rentabilité des investissements, le président d’une compagnie gazière canadienne constatait cet effet dissuasif de savoir la population mobilisée et

formée : « *une équipe de fracturation coûte environ 500 000 \$ par jour. Alors je ne payerai pas ce genre de tarif si le risque est trop grand qu’il y ait des manifestants qui s’enchaînent aux installations et qui empêchent l’équipe de travailler* » ([moratoireunedunegeneration.com](http://moratoireunedunegeneration.com)).

### **Créer un réseau solidaire et un espace d’appui mutuel**

La formation à la non-violence ou la préparation à une action directe, en plus de créer des liens entre les individus, devient un espace de solidarité potentiellement libre de contraintes hiérarchiques et de rapports de pouvoir. Cet espace doit permettre à chacun-E d’exprimer ses peurs, ses doutes, ses limites ou son enthousiasme, en dehors de toute perception traditionnelle de performance.

L’organisation de la lutte non-violente et de l’action directe doit aussi aspirer à cette santé psychologique collective qui est trop souvent mise de côté ou perçue comme secondaire dans les milieux militants. Il en va de même après une action ou une campagne ; les réseaux solidaires et affinitaires doivent permettre aux militant-E-s qui le désirent de chercher de l’appui et de l’écoute, de même que de procéder collectivement à un retour critique sur l’action ou la campagne où tous et toutes pourront s’exprimer librement. Dans la cohérence de la non-violence, les participant-E-s devraient être sensibilisé-E-s dès la préparation d’une action aux thèmes de *safe space*, de soutien psychologique, de fatigue, de respect de soi. La non-violence radicale invite à faire preuve de prudence et d’esprit critique face au réflexe habituel de performance, qui nous pousse à exiger de nous-mêmes et des autres un engagement et un dévouement constant, parfois au prix de notre santé !

# Le mouvement syndical étudiant : La longue tradition de lutte pacifique

Par Normand Beaudet

N'en déplaise aux partisans des idéologies confrontationnistes et à nos médias sensationnalistes, l'action sociale et politique qui s'est poursuivie au Québec au printemps dernier s'inscrit dans le cadre d'une tradition bien ancrée de lutte pacifique.

Il est maintenant possible de la caractériser comme un travail de lutte essentiellement pacifique et de lui accorder une place d'honneur parmi les nombreuses luttes québécoises qui ont concouru depuis le début des années 50 à faire avancer notre démocratie, nos droits et libertés.

Faisant preuve de beaucoup d'imagination et de créativité, les étudiants ont su se rallier les masses par des appels à des actions citoyennes autonomes ; ils ont pu faire de leur lutte un événement social et politique unique. Une lutte dans la plus pure tradition pacifiste québécoise. Tout au long de leur histoire qu'on peut remonter aux années 60, les luttes étudiantes québécoises se rattachent à l'action politique pacifique dont des manifestations, des vagues de grèves et d'occupations menant à des lock-out constituent la toile de fond.

Au cours des cinquante dernières années, on recense très peu d'actes de violence, d'interventions policières et d'arrestations dans les mouvements de lutte et de syndicalisme étudiants.

En prenant du recul, même ceux qui ont souvent associé « lutte étudiante » et « violence » s'apercevront que la lutte du printemps 2012 prend racines et expérience dans les campagnes pacifiques, dont certaines plus récentes, qui l'ont précédée.

En 2005, pour s'opposer à la hausse des plafonds des prêts étudiants et une baisse drastique des bourses d'études, les associations étudiantes ont réussi une des plus grandes mobilisations à l'échelle nationale.

Plus de la moitié des étudiants du Québec se sont mis en grève et des dizaines de milliers d'entre eux ont déployé d'énormes manifestations à Montréal. Le gouvernement a dû reculer, signant une entente

avec les fédérations étudiantes et renonçant aux coupures qu'il avait annoncées.

Depuis 2007, la campagne d'opposition au recrutement militaire dans les écoles fut menée dans le strict respect des principes de la non-violence : elle a misé sur des tactiques authentiques de résistance pacifique : blocus, invasion de lieu de conférence, obstruction au déploiement de kiosques, die-in, contre-propagande, etc.

Grâce à des moyens d'interposition pacifique, l'unique façon d'attirer la sympathie immédiate de nombreux intervenants, enseignants, syndicats d'employés et même, souvent, les directions, les associations étudiantes ont fait échouer sans casse les campagnes de recrutement de l'armée sur les campus.

À L'automne 2011, « Occupons Montréal » fut un autre cadre de réveil et d'apprentissage, un événement dont la lutte étudiante aura hérité une forme de combativité pacifique, des approches de communications et de mobilisation. Des groupes d'affinité issus du mouvement « Occupons » ont certainement servi dans l'organisation de nombreuses manifestations du Printemps Érable. Ces différentes campagnes ont largement contribué à l'émergence, en milieux étudiants, d'une culture de la résistance dont se sont inspirées plusieurs actions menées lors des grèves du printemps 2012. Dans cette dernière lutte, ce sont des actions pacifiques de perturbation économique, l'action directe d'interposition par les militants qui ont contraint le gouvernement à des décisions qui lui ont été fatales.

Compte tenu des contraintes imposées aux actions par les injonctions, de l'usage récurrent

des moyens de contrôle des foules et de l'impact relatif des manifestations qui se multipliaient rapidement, la notion de désobéissance civile, cette forme d'action dans la plus pure tradition de lutte non-violente, s'est également imposée aux représentants d'associations étudiantes. ►

Nous avons tous été témoins de dérapages violents provoqués, selon certains, par l'exacerbation des tensions et par des actes délibérés de quelques groupes partisans de la riposte violente. Les forces policières sont souvent passées en mode répression et la frustration des manifestants a poussé certains d'entre eux à des répliques violentes.

Mais on retiendra que sur des centaines de manifestations, ces situations de violence ne furent que marginales malgré les milliers d'arrestations. Pour trouver les événements de violence, il faut les rechercher dans les agissements de certaines factions idéologiques plus radicales.

Ainsi, rien ne semble justifier tout le poids accordé

## Réaction de Marcel Sévigny

Bonjour,

Dans le dernier numéro du CRNV (automne 2012), Normand Beudet écrit un article intitulé « Le mouvement syndical étudiant, la longue tradition de lutte pacifique ».

J'aimerais réagir à certains propos de l'article.

Je comprends très bien l'engouement de Normand quant aux récents succès de la grève étudiante et au fait que l'ensemble des actions s'est maintenu dans une perspective largement pacifique, ce que je partage. Plusieurs éléments de l'article pourraient susciter de longs débats. Mais faute de temps, je soulève ici seulement deux points m'apparaissant importants.

D'abord, il me semble hasardeux de classer l'idée de confrontation dans le camp de la violence. Dès le premier paragraphe, la notion "d'idéologies confrontationnistes" est présentée en opposition totale avec l'idée de lutte pacifique. Conséquemment, et sans explication, elles se retrouveraient donc *de facto* dans le camp des stratégies de lutte violente contre les pouvoirs de domination.

Dans plusieurs organisations libertaires, dont le collectif la Pointe Libertaire et le Centre social autogéré, le principe de la confrontation face aux pouvoirs dominants fait partie des perspectives de lutte sociale et politique. Brièvement, il s'agit d'une

dans les médias aux incidents apparus à une vingtaine seulement des manifestations, sur un total de six cents, ayant impliqué une centaine d'individus sur des masses dépassant parfois les centaines de milliers de personnes.

De plus, ces actions ont pratiquement cessé dans les dernières semaines de la lutte, vraisemblablement par essoufflement des matamores masqués et par la réduction des techniques de contrôle des foules menant à la confrontation avec des policiers.

approche et d'un point de vue politique qui se comprennent à partir du rejet de tout accommodement (je ne dis pas de négociation) d'avec les pouvoirs de domination institutionnels, quels qu'ils soient. Il s'agit donc d'une approche et d'un point de vue politique qui réfèrent à une vision de la transformation de la société vers une société libertaire ou anarchiste.

Cela dit, les deux organisations auxquelles j'appartiens, et citées plus haut, pratiquent l'action directe sur la base du principe de confrontation et depuis ses débuts, voilà plusieurs années, les tactiques ou des moyens d'action violents n'ont jamais fait partie de nos intentions et de nos stratégies. Au contraire, nous nous en sommes tenus à des actions de désobéissance civile pacifique. Nous avons mené plein d'actions "illégalles" en regard de certaines lois et certains règlements. Nous sommes allés jusqu'à l'occupation d'un bâtiment le 29 mai 2009 avec l'appui d'une manifestation de 500 personnes. Nous venons, avec la complicité d'autres organisations, d'exproprier un bâtiment à des fins sociales et artistiques. Pendant tout ce temps, nous avons mobilisé des centaines de personnes dans des actions en tout genre et les seules violences qui se sont produites durant toutes ces années ont été l'exclusivité des forces du "désordre".

En résumé, on peut être en désaccord avec l'idée de confrontation face aux pouvoirs de domination, ce qui est tout à fait légitime. Mais pour exprimer ce désaccord, faut-il l'associer automatiquement à une

vision de l'action politique violente ?

Ceci m'amène à mon autre commentaire sur l'article. Il ne s'agit pas ici de remettre en cause la démonstration que les tactiques, les actions et les stratégies basées sur des principes de la non-violence n'ont pas été efficaces. Au contraire, je pense que les étudiantEs montrent la voie aux mouvements sociaux soucieux de défendre avec efficacité nos services et nos conditions de vie décentes. Cependant, l'article soulève de nombreuses questions et s'empêtre quant à la présence de la violence durant cette longue grève.

Malheureusement sur cette question de violence, **l'accent est mis essentiellement sur "certaines factions idéologiques plus radicales" ou "autres dérapages violents provoqués"** qui, en sous-entendus, auraient donné toute la "légitimité à la police de passer en mode répression".

## Réaction de Normand Beaudet à l'adresse de Marcel Sévigny

Vous avez effectivement raison de dire que toute confrontation n'est pas synonyme de violence, et la non-violence a souvent comme conséquence de faire émerger le conflit.

Vous parlez également de "Rejet de tout accommodement". Ce me semble difficile de concevoir dans une perspective interculturelle par exemple. Mais que dire? Ne sommes-nous pas là dans le domaine des croyances ?

Vous ajoutez: ..... "les seules violences qui se sont produites durant toutes ces années ont été l'exclusivité des forces du "désordre"." C'est généralement toujours le cas. Cependant, certaines nuances en ce sens ont été coupées dans le texte, je crois.

Par ailleurs, on est toujours face au même problème lorsque la violence émerge. Il faut un responsable... Souvent on associe ceux qui ont fait émerger le conflit aux problèmes, ce qui, plus souvent qu'autrement, les discrédite et discrédite leur lutte, via les



À l'inverse, la violence et le rôle de la police sont largement minimisées sinon absentes dans ce texte, alors que la police s'avère être une des sources majeures de cette violence. Mais ici nous touchons aux éléments les plus difficiles à cerner, à analyser et à départager quant aux sources des violences qui ont eu lieu lors de cette longue grève et à ce qui s'est passé réellement sur le terrain.

À mon avis, l'article aurait dû refléter cet état de fait, plutôt que de laisser la désagréable impression que la police a agi avec objectivité et qu'en somme, elle n'a fait que son travail.

*Marcel Sévigny*

*Militant ayant subi l'arbitraire policier.*

organes de communication... Ceux qui sont à l'origine de la lutte, sont inévitablement perdants... Aux yeux du public la confusion sur qui est

responsable de la violence se conclut généralement au détriment des militants. Qu'on aime ou qu'on n'aime pas.....

J'ai une vision en ce sens, et ce serait l'objet d'un autre long texte sur l'émergence des moyens de contrôle des foules, des armes non-létales. J'ai tenté d'être présent au plus grand

nombre possible de manifs et de voir les dynamiques avec les forces de l'ordre. J'ai l'impression que le recours aux moyens de contrôle des foules a réduit la marge de manoeuvre pour l'action non-violente, tout en ouvrant l'espace à la dramatisation des manifestations et donc la contamination de l'indignation. Ceci pourrait jouer en faveur de l'indignation citoyenne élargie, des mobilisations de masses, en autant qu'on trouve les moyens pour ne pas dépendre de RDI pour la diffusion.....Mais bon, on est dans un tout autre débat!

Je vous remercie de votre mise au point!

Normand

# Réflexions sur la non-violence, la diversité des tactiques et la « casse »

Laurence Guénette

*Nous ne pouvons malheureusement publier que des extraits de la réflexion de Laurence Guénette. Le texte intégral se trouve sur [ventsCroises.org](http://ventsCroises.org).*

Les mouvements sociaux des dernières années, particulièrement les révoltes altermondialistes et anti-capitalistes, ont donné lieu à l'intervention de plus en plus fréquente de « casseurs » et d'une partie de la tactique « black block » dans les manifestations.

Un simple bris de matériel a acquis une symbolique et pris une place énorme dans le débat ; les médias se délectent de l'image auréolée de la vitrine brisée et, avec le pouvoir, l'associent sans retenue à la violence. La « casse » a aussi provoqué des tensions entre les manifestant-E-s eux-mêmes. Défenseurs de la diversité des tactiques et pacifistes connurent de nombreux conflits sur le terrain de la lutte. Le mouvement étudiant que nous connaissons actuellement est très décentralisé ; les initiatives fusent par milliers et dans une diversité incommensurable. Cette décentralisation rend le mouvement dynamique et créatif, mais aussi difficile à concerter dans ses tactiques, ses approches et ses principes.

Le pouvoir et les médias de masse nous ont présenté la « casse » comme le fait de gens dangereux désirant simplement briser des choses dans une ambiance chaotique. Subtilement, le gouvernement Charest tentait de faire passer auprès du public l'idée que les grévistes avaient choisi la « violence » et que ce choix justifiait la répression et la brutalité pour « mettre de l'ordre ».

La réflexion collective sur le bris matériel se mit pourtant en place dans le milieu militant, mettant en lumière des points de vue très divers.

La violence, c'est toute atteinte à l'humanité d'un autre être humain, à son intégrité physique ou psychologique. La violence caractérise un acte perpétré dans une relation d'oppression ou de contrainte sur

quelqu'un, que cette contrainte soit imposée par les armes ou par une violence morale (Gene Sharp). Le fait de briser une vitrine qui est la propriété privée d'une institution bancaire ou militaire, (à supposer que l'on ne risque pas de blesser quiconque au moment du geste), n'est donc pas à proprement parler de la violence.

Il convient aussi de se méfier des médias et du pouvoir lorsqu'ils suggèrent que la casse est un geste de violence qui justifie et provoque la répression brutale du mouvement. Comment est-il possible de faire valoir qu'une ou plu-

**« Nous comprenons la rage et la frustration qui motivent la casse. Notre message est que la stratégie appelle à bien davantage qu'un banal soulagement d'émotions refoulées. Être politique signifie aller au-delà du symbolisme et d'une envie personnelle de catharsis. »** -Open Letter, the Anarchist Papers

sieurs vitres brisées justifient de menacer l'intégrité physique de centaines de manifestant-E-s? C'est pourtant un discours qui a circulé abondamment durant la grève étudiante, dans le mouvement comme dans le reste de la population. Pour qui croit que la casse justifie une répression policière brutale, il conviendrait d'être au moins plus choqué par la violence étatique que par la casse ! La pire violence vient sans aucun doute de l'État et des injustices économiques, et le cirque médiatique entourant la casse a tendance à occulter cette violence systémique qui est la source des révoltes et de la rage des militant-E-s.

## Sabotage non-violent comme tactique de lutte

Une action de sabotage matériel permet de s'attaquer directement au matériel de notre adversaire pour empêcher ou perturber ses activités que l'on considère injustes. Ce type d'action est souvent assumé et publicisé, de façon à en faire un enjeu incontournable pour la société. Ce fut le cas du mouvement Ploughshares aux États-Unis, qui entama dans les années 1980 des actions de désobéissance civile sous la forme de sabotage matériel. Après que d'autres efforts légaux pour empêcher l'utilisation et

la production de missiles nucléaires Mark12A aient été entrepris en vain. Des activistes antimilitaristes non-violents pénétrèrent dans la centrale où étaient manufacturées certaines composantes de ces missiles ; ils les défoncèrent et les détruisirent, et répandirent du sang sur des documents, donnant à leur action une force réelle et symbolique tout à la fois.

**« Jamais on ne me fera cracher sur les gars qui posent des bombes. Ils ont le droit de ne pas être contents, ces gens-là. Le système capitaliste est fondé sur la violence et il engendre nécessairement la violence. À l'heure actuelle, le gouvernement crée plus de violence contre les chômeurs, contres les assistés sociaux, contre les gens qui vivent dans des taudis, contre la jeunesse, que tous les gars qui posent des bombes... »**

-Michel Chartrand

Dans le cas du mouvement Ploughshares, les militant-E-s prétendaient n'avoir fait que leur devoir en sabotant des armes meurtrières. Convaincu-E-s de la légitimité de leurs actions, le processus judiciaire médiatisé et la prise de responsabilité faisaient partie intégrante de leur stratégie d'action. La destruction du matériel militaire et nucléaire s'est poursuivie à travers les années et le mouvement Ploughshares s'est propagé dans d'autres pays.

#### « La cible est le message » : quelle efficacité ?

La rencontre au sommet de l'Organisation mondiale du commerce, en 1999 à Seattle, a donné lieu à des affrontements mémorables entre la police et différents groupes de la société civile qui voulaient perturber le Sommet. Le retour sur ce qui s'était passé mène à des remarques dont les suivantes :

La casse pure et simple n'est ni efficace ni utile. Son coût est toujours presque nul et n'a absolument aucun effet sur les corporations dont la propriété privée est endommagée. L'expression « la cible est le message » est bien tournée, mais dans les faits, le message n'est pas transmis, ni entendu. Il est plutôt récupéré et instrumentalisé par les médias, la police et les gouvernements – ce dont les casseurs sont bien avertis avant de poser leurs gestes ! Même en s'attaquant aux vitrines de corporations capitalistes multinationales à Seattle, les bris matériel n'ont pas réellement contribué à élever les consciences. Il est possible de croire qu'une partie des militant-E-s

présent-E-s ont pu se radicaliser à cette occasion, mais ce qui y aura le plus contribué sont les blocages et la réponse dramatique et brutale de la répression policière, et non la casse.

La considération la plus grave dans la lettre ouverte suivant Seattle est peut-être celle selon laquelle les « casseurs » ne font pas avancer la cause révolutionnaire ; la casse apparaît en quelque sorte comme un

acte très superficiel, dans une lutte et un esprit révolutionnaire qui exigent plutôt de la radicalité. Que sont quelques vitrines fracassées quand on prétend s'attaquer au système capitaliste et oppressif dans son ensemble? Cet acte symbolique et inefficace prend

place à un moment où il risque justement d'être considéré comme une manifestation de faiblesse.

Le Comité d'Accueil du Sommet des Amériques (CASA) s'était exprimé à ce sujet en 2001, en plus de créer trois blocs d'action pour le contre-sommet : « Le respect de la diversité des tactiques implique le respect de toutes les tactiques, ce qui a pour conséquence de ne pas pousser des manifestants non-violents au-delà des limites qu'ils se sont eux-mêmes données. Toute personne qui ne respecte pas les limites des autres ne respecte pas vraiment la diversité des tactiques et se pose comme une élite à la tête du mouvement anticapitaliste, décidant seul, pour lui, du moment de radicaliser la lutte. »

Ici comme ailleurs, il convient pourtant de reconnaître que les actions de casse perpétrées par des groupes d'affinité sont portées dans des espaces où elles affectent un grand nombre de personnes qui n'ont eu à aucun moment l'opportunité de dialoguer, débattre ou de décider. Les militant-E-s même les plus radicaux ne sont pas invité-E-s à douter et à réfléchir ouvertement aux tactiques Black blocs. Quant aux manifestant-E-s qui sont en désaccord, parfois qualifiés d'« imagistes », on ne leur reconnaît même pas le droit de huer les actes de « casse » sur le terrain. Au nom d'un respect absolu et aveugle de la diversité des tactiques, quiconque émet des doutes est qualifié de traître ou de réformiste, et l'intelligence de chacun et chacune est méprisée. ■

*En guise de perspective d'avenir pour le mouvement social qui a secoué le Québec et a attiré vers nous les regards admiratifs de gens de partout à travers le monde :*

**À présent, l'éveil et la lutte doivent continuer, enrichis par la multiplicité de leurs causes et de leurs acteurs. Les espaces de soutien, d'organisation et de solidarité doivent se maintenir, et les militant-E-s criminalisé-E-s doivent être soutenu-E-s comme il se doit.**

**Le gain le plus important et le moins quantifiable de ce printemps québécois réside sans aucun doute dans cette agitation révoltée, qui pour la première fois depuis de nombreuses années, a secoué la société et fait comprendre aux gens le potentiel de leur indignation. Cet état d'esprit collectif et cette intelligence de l'injustice, se transposeront aux luttes sociales à venir, quelles que soient les causes qui mobiliseront les énergies.**

**Pendant que se multiplient les mesures d'austérité et l'appauvrissement des peuples, le recul des droits et libertés et des véritables valeurs démocratiques, il nous appartient de continuer de résister, de réfléchir et de rechercher sans relâche les mécanismes de poursuite de la lutte.**

**Ce qui est sûr, c'est que nous pouvons être fiers et fières d'avoir constitué une force dérangeante, d'avoir approfondi nos réflexions, aiguisé nos convictions, dépassé nos peurs, remis en question notre docilité, ébranlé notre indifférence et entraîné une masse de gens dans cet éveil enthousiaste et indigné.**